



Grand Orient de France

SCIENCE & RÉPUBLIQUE

Reconquérir la culture scientifique

Un enjeu humaniste

Mise en perspective
de la conférence
du 22 février 2020

 www.godf.org

www.godf.org

Grand Orient de France



SCIENCE & RÉPUBLIQUE

Reconquérir la culture scientifique

Un enjeu humaniste

Samedi
22 février 2020
9h00

Université Lumière - Lyon 2
Grand Amphithéâtre
86 Rue Pasteur, 69007 Lyon

Pour des raisons de sécurité et d'accueil, l'inscription est obligatoire sur
<https://reservation.godf.org>



LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

Science et République

« Reconquérir la culture scientifique : un enjeu humaniste »

9h30 : Propos d'accueil
Thierry LAGRANGE
Conseiller de l'Ordre - Grand Orient de France

Présentation de la journée. La culture scientifique est à reconquérir
Virginie TOURNAY
Directeur de Recherche au CNRS - CEVIPOF, Membre du conseil scientifique de l'OPECS



Table ronde 1 - 10h15	Table ronde 2 - 13h30	Table ronde 3 - 15h15
<u>Le corps biologique et les libertés individuelles</u>	<u>Les nouvelles technologies et le progrès social</u>	<u>Biodiversité et humanisme</u>
<p>Modérateur : Thierry LAGRANGE, Conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France</p> <p>Président : Guy LENGAGNE, Ancien Ministre</p> <p>Eddy FOUQUIER, Chargé d'enseignement à SciencePo Aix en-Provence</p> <p>Jean-Louis TOURAINE, Député du Rhône Rapporteur de la loi de bioéthique</p> <p>Dominique REYNIÉ, professeur des universités, SciencesPo Directeur Général de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapoli)</p> <p>Jocelyn RAUDE, Enseignant Chercheur à l'EHESP</p> <p>Daniel SISCO, Président ADFI Paris-Ile de France</p> <p>12h00</p> <p>Fausses croyances, connaissances validées</p> <p>Jean-Loup PARIER, Président de l'Académie de Pharmacie</p> <p>Pause 12h30</p>	<p>Modérateur : Thierry NERZIC, Conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France</p> <p>Président : Philippe FOUSSIER, Ancien Grand Maître du Grand Orient de France</p> <p>Jean-Claude PERNOLLET, Membre de l'Académie d'Agriculture de France</p> <p>Yvette DATTEE, Membre de l'Académie d'Agriculture de France</p> <p>Hervé LE BARS, Porte parole de l'AFIS</p> <p>Héloïse DUFOUR, Directrice du Cercle FSER</p> <p>Anne-Yvonne LE DAIN, Présidente du conseil scientifique, L'Agora des Savoirs, Montpellier, Ancienne Député</p>	<p>Modérateur : Didier VINOT, Professeur des Universités</p> <p>Président : Jean-Pierre SAKOUN, Président du Comité Laïcité République</p> <p>Sébastien DIEGUEZ, Chercheur en Neurosciences, Université de Fribourg (Suisse)</p> <p>Rudy REICHSTADT, Directeur du site Conspiracy Watch</p> <p>Nicolas NGO, Chef du département des relations entre science et société</p> <p>Ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation</p> <p>Olivier BROUSSEAU, Docteur en biologie, coauteur du livre Enquête sur les créationnismes</p> <p>Guy LENGAGNE, Ancien Ministre</p>
<p>17h00 - Conclusion de la journée</p> <p>Dominique SCHNAPPER, Sociologue et politologue, Directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Présidente du Conseil des Sages de la Laïcité du Ministère de l'Éducation nationale</p> <p>Clôture du colloque</p> <p>Philippe FOUSSIER, Ancien Grand Maître du Grand Orient De France</p> <p>Fin - 17h45</p>		

Propos d'introduction de Jean-Philippe HUBSCH, *Grand Maître du Grand Orient de France*

La liberté est la seule valeur impérissable de l'histoire.

Ces mots d'Albert Camus résonnent douloureusement avec notre actualité.

La barbarie dont a été victime le professeur Samuel Paty au nom de l'islamisme politique nous montre une fois encore que l'enseignement de l'esprit des Lumières et de la liberté d'expression est devenu passible de mort.

L'indépendance des contenus scolaires vis-à-vis des religions est une exigence civique. Condition nécessaire pour contrer toute forme d'obscurantisme liberticide, elle est, comme ce crime tragique nous le rappelle, sans cesse à reconquérir. Ce combat est fondamentalement laïque car il vise à tenir séparé ce qui relève de la connaissance et ce qui concerne les croyances de chacun.

L'emprise du religieux sur l'école et ses savoirs est sans nul doute la forme la plus visible des régressions contemporaines. Mais cette menace est malheureusement protéiforme. On voit apparaître de nouvelles spiritualités dont l'emprise sur l'organisation de nos sociétés ne doit pas être sous-estimée.

Des sujets à l'université sont censurés au motif que les savoirs ne seraient que des opinions imposées par la majorité dominante susceptibles de heurter les sensibilités de différentes minorités. La remise en cause de l'universalité des connaissances est régulière. Quand cela arrive, les savoirs deviennent rattachés à l'identité de celui qui les produit. À l'instar de ce que furent jadis les mathématiques aryennes ou la génétique prolétarienne, il y aurait aujourd'hui une sociologie intersectionnelle ou viriliste.

Face à la crise mondiale de la pandémie et à l'urgence des enjeux environnementaux, notre rapport au monde vivant et à la nature focalise à juste titre l'attention des médias et des politiques. Les outils de l'écologie rationnelle

sont indispensables pour relever ce défi qui s'adresse à tous. Aussi, l'emprise immédiate des affects sur ces préoccupations fracasse la patience de la raison et accélère la recombinaison des spiritualités collectives. Les peurs collectives de la contagion mettent sur le devant de la scène de nouveaux prêcheurs et alimentent des dérives sectaires. On a vu proliférer pendant le confinement des interprétations pseudo-scientifiques du jugement dernier avec en arrière-plan l'idée d'une nature vengeresse qui adresserait un ultimatum à l'humanité. Cette rhétorique rejoint celle de la punition divine qui jalonne l'histoire des épidémies. Le danger est de confondre nos peurs et nos croyances avec ce que l'on sait et ce que l'on peut prouver. Il est impératif que la culture scientifique reste indépendante de l'interprétation qu'en font les communautés si on veut répondre efficacement aux défis climatiques et environnementaux qui menacent notre planète.

Ainsi, l'organisation laïque d'un État est la seule qui soit en mesure de responsabiliser de façon équitable chaque citoyen dans le souci de l'intérêt général.

Dans ce combat, il est autant question de notre rapport collectif à l'environnement que de la sauvegarde de nos principes républicains.

Lutter contre ces nouveaux inquisiteurs et leurs bûchers, tel doit être l'engagement du Franc-maçon.

Assassiner un enseignant, c'est assassiner l'école de la République.

Assassiner la culture scientifique, c'est assassiner la possibilité même de toute République.

SCIENCE ET REPUBLIQUE.

Reconquérir la culture scientifique : un enjeu humaniste

**Mise en perspective de la rencontre
du 22 février à Lyon
suite à la crise sanitaire COVID-19.**

SOMMES-NOUS EN TRAIN DE DEBOULONNER MARIANNE ?

LA RÉPUBLIQUE, LE SAVANT ET LE PROPHÈTE.

Objectif

Une rencontre nationale organisée par le Grand Orient de France (GODF) s'est déroulée le 22 février 2020 à l'Université Lumière Lyon 2 afin d'identifier les formes contemporaines de contestation du travail scientifique, les moyens d'y répondre et leur impact sur la façon dont la société envisage les relations entre l'homme et l'environnement. Ces réflexions, engagées juste avant la mise en place du confinement strict décidé par le gouvernement, ont été l'occasion de tester durant la crise sanitaire les grilles de lecture développées par les intervenants. Elles mettent en évidence de nouvelles formes d'obscurantisme qui vont bien au-delà de la diversité des expressions religieuses. En effet, la fragilisation sociale consécutive au COVID-19 s'accompagne d'une amplification de la désinformation, de fake news, de rumeurs et de théories complotistes sur l'origine ou l'attribution des causes de la pandémie. De nouveaux prêcheurs jouent sur les peurs collectives de la contagion. Ces logiques sociales retentissent à la fois sur le rapport collectif à l'environnement et sur les principes républicains. Leur manifestation est souvent couplée à des contre-utopies sociales peu compatibles avec les principes humanistes, la laïcité et la démocratie représentative. Ce bilan, indissociable des atteintes liées à la démarche scientifique, est nécessaire pour poser des bases saines à un traitement rationnel et humaniste de l'écologie scientifique. Une vigilance scientifique, culturelle et civique s'impose afin de ne pas « déboulonner » notre Marianne, héritage des Lumières.

Organisation

Cet événement s'est déroulé en trois temps. Après une matinée d'échanges dédiée à la désinformation scientifique, à ses effets néfastes sur l'administration du corps biologique et sur les comportements à l'échelle de l'individu (contraception, vaccination, alimentation, gestion du début et de la fin de vie etc.), l'après-midi fut consacrée à l'impact politique des logiques contestataires appliquées aux biotechnologies et à la recomposition des spiritualités collectives fondées sur le rapport à la nature.

Virginie Tournay, chercheur en science-politique, ouvre cette rencontre en soulignant que le déclin de l'autorité sociale et culturelle des institutions scientifiques est à rapprocher de la dérégulation du marché de l'information et du traitement médiatique de la science. Ce constat, développé en 2018 dans une tribune collective associant plus d'une centaine de signataires⁽¹⁾, est à mettre en parallèle avec une fragilisation des valeurs associées à la République. On sait maintenant que la promotion de l'esprit critique ne dépend pas de la seule vulgarisation des contenus ; elle est inévitablement de nature institutionnelle. Le défi est de parvenir à constituer la science contemporaine en patrimoine commun avec des symboles partagés faisant écho à une histoire elle-même collective, et allant à l'encontre d'une science coupée de la société. À partir de la stratégie nationale de la Culture Scientifique Technique et Industrielle⁽²⁾ qui montre une dispersion des acteurs institutionnels, Virginie Tournay conclut sur la nécessité de mettre du « liant », de renforcer les relations entre les médiateurs culturels, les institutions de recherche, les scientifiques (avec, en médecine, les associations de patients par exemple), et les journalistes afin de favoriser une politique plus intégrée de la culture scientifique.

1 - Cette tribune est parrainée par des académiciens, leurs présidents et secrétaires perpétuels, des scientifiques, des anciens membres du conseil constitutionnel, des parlementaires, des représentants de ministères, d'associations humanistes, des think-tanks, des professionnels de la médiation scientifique, des associations de lutte contre la désinformation scientifique et contre les dérives sectaires, le CNRS et la CPU.

2 - https://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/CSTI/57/3/SNCST-SI_728573.pdf

Le défi institutionnel est de taille : lutter contre les démarches charlatanesques, promouvoir le régime de véridiction scientifique dans la communication médiatique sans aller à l'encontre des principes républicains, notamment la liberté de la presse et la neutralité des pouvoirs publics⁽³⁾. Il faut également être en mesure de décoder les logiques simplificatrices et globalisantes de dénonciation appliquées aux produits (rejet des vaccins, le virus a été fabriqué en laboratoire « mais on nous le cache » etc.) et aux individus (les artistes, scientifiques, associations humanistes et citoyens qui défendent l'esprit des Lumières seraient les acteurs ou les instruments du capitalisme scientifique). Cette quête de sensationnalisme⁽⁴⁾ à l'idéologie trouble n'est pas sans rappeler certaines heures sombres de notre histoire. Aussi, trouver la bonne boussole pour s'orienter entre les marchands de doute⁽⁵⁾ mus par des intérêts financiers (depuis les

3 - « La communication politique de la science ou la quadrature du cercle », *Science et Pseudo-Sciences*, n°333.

4 - Ce constat trouve illustration dans la loi de Brandolini : la quantité d'énergie nécessaire pour réfuter des idées fausses est de beaucoup supérieure à celle nécessaire pour les lancer.

5 - N. Oreskes et E. Conway, *Les marchands de doute*, Le Pommier, 2019.



campagnes mensongères niant les effets délétères du tabac sur la santé, le changement climatique ou la toxicité de certaines substances), et les théories du complot contre la recherche ou l'innovation, ou encore l'anti-intellectualisme, sera la grande affaire du XXI^{ème} siècle.

1. De la nécessité de lutter contre l'invisibilisation sociale des acquis sanitaires

Les échanges au cours de la première table ronde, intitulée *Le corps biologique et les libertés individuelles*, ont mis en évidence que notre rapport individuel à la science est indissociable de notre rapport à la société. D'où la nécessité de dresser une cartographie des différentes formes de contestation et de préciser leurs caractéristiques. Cette initiative est d'autant plus fondamentale, comme le souligne Jean-Louis Touraine, député du Rhône et rapporteur de la loi de bioéthique, que nous vivons à une époque marquée par « *un contraste entre une efficacité évidente, concrète du progrès (thérapies, espérance de vie) et un rejet de ce qui n'est pas naturel comme le développement des mouvements anti-vaccins* ». Jocelyn Raude, enseignant-chercheur à l'EHESP, met également le doigt sur cette contradiction contemporaine : « *On a eu une augmentation considérable de l'espérance de vie, y compris de l'espérance de vie en bonne santé au siècle dernier, ça continue à augmenter (...), on a beaucoup de bonnes nouvelles mais elles sont quasiment invisibles, inaudibles dans notre société ; le niveau de sécurité sanitaire des aliments n'a jamais été aussi élevé* ». Pour l'auteur, cela témoigne d'un « populisme sanitaire », et notamment d'une « peoplisation » des questions sanitaires, où la dimension informationnelle se confond de plus en plus souvent avec le simple divertissement. Des idées reçues telles que : « *Ce qui est naturel ne serait pas toxique et ce qui n'est pas naturel serait toxique* » sont aujourd'hui très ancrées dans l'imaginaire collectif.

Comment expliquer ce paradoxe ? La science et l'expertise sont globalement perçues de façon positive par les citoyens mais les discussions médiatisées sur ces objets sont souvent réduites à des débats d'opinions. On a ainsi vu fleurir pendant la pandémie des sondages d'opinion pour connaître le positionnement des Français sur l'efficacité de la chloroquine. Loin d'être inoffensif, l'amalgame entre savoirs et opinions remet en cause tout progrès social. Pour s'en rendre compte, il suffit d'imaginer les effets qu'aurait pu induire l'usage d'un sondage sur la perception des risques liés à la pilule contraceptive. Si cette



démarche avait existé avant la promulgation de la loi Neuwirth (1967) ayant permis la commercialisation à grande échelle de ce moyen de contraception, cette loi aurait-elle été votée et l'accès à la pilule généralisé dans la population ?

La confusion entre consensus scientifique et compromis démocratique se traduit par la montée en puissance de revendications associant une critique plus large de la vie en société. Ainsi, on observe des contestations radicales du savoir scientifique institué qui renvoient à des postures populistes. Le rejet porte sur le système même de la recherche, sur ces lieux et objets qui symbolisent des applications technologiques (les vaccins, les lignes à haute tension, la 5G, les lieux de médiation numérique tels que la Casemate de Grenoble...). Il est souvent associé au vieux mythe du retour à la société « d'avant » : fétichisation sentimentaliste de la nature, mise à l'écart de toute production chimique : vaccins, militantisme alimentaire contre la viande etc. Comme le souligne Daniel Sisco, président ADFI Paris-Ile de France, association de lutte contre les dérives sectaires, il y a aussi une certaine forme de complaisance à l'égard de thérapies dites « alternatives », entraînant souvent des pertes de chance pour le patient de bénéficier de soins certifiés. Cette posture alimente les dérives sectaires fondées sur le « mieux être » et soutient des visions spirituelles du monde. D'autres formes de suspicion

reposent sur l'idée d'une science nécessairement corrompue par des intérêts économiques (les controverses sur le glyphosate), ou incompatible avec des valeurs individuelles (revendication de liberté vaccinale, rejet des recherches sur les cellules souches embryonnaires pour des raisons religieuses, blocage de l'application de la loi sur la fin de vie contre l'acharnement thérapeutique. cf. Vincent Lambert). Pour Eddy Fougier, politiste, spécialiste des mouvements protestataires, « *les réponses à apporter (par les pouvoirs publics et les scientifiques) doivent tenir compte de la nature de ces différentes formes de contestation* ».

La crise sanitaire a amplifié les voies d'expression de la radicalisation. Ce sont en particulier des systèmes de pensée simplificateurs, appuyés sur l'architecture du conte merveilleux (qui se caractérise par sa force émotionnelle et son articulation avec des informations ou des prédispositions cachées de la nature, des Dieux, des esprits, du peuple qui « sait », etc.), qui sont dangereux car ils répondent à une profonde aspiration de l'espèce humaine : le désir de réenchanter le monde et de lui assigner une pensée magique qui viendrait juger les actions de l'homme. Cette posture délétère retentit à la fois sur notre relation à l'environnement (conception essentialisée de la nature, vision simplifiée de la biodiversité, nature ré-enchantée, alimentation "moralisée" etc.) et sur les principes républicains (libertés d'expression, d'action dans le monde, accompagnement sanitaire et alimentaire des populations).

II. Un travail politique difficile : quels obstacles ?

La deuxième partie de cette rencontre intitulée *Les nouvelles technologies et le progrès social* porte sur l'impact des formes contemporaines de contestation du travail scientifique, depuis l'activité du chercheur au quotidien jusqu'à la prise de décision politique. Certains secteurs d'activités (énergie, environnement, agriculture), disciplines scientifiques (climatologie, toxicologie, pharmacovigilance, épidémiologie) ou types d'outils (nouvelles technologies de modification génétique, applications numériques) sont plus directement exposés à ces nouveaux obscurantismes. Quel travail politique mener pour combattre ces nouveaux prêcheurs ?

La première difficulté sur un plan légal réside dans l'absence de définition juridique précise de la secte (Daniel Sisco). Aussi, la riposte publique est d'autant plus difficile que ces groupuscules qui fournissent des interprétations pseudo-scientifiques du jugement dernier (l'épidémie comme « revanche » de la nature par exemple) ne sont pas tous dérivés du religieux. La force de ces nouveaux prêcheurs pour Jean-Loup Parier, président honoraire de l'Académie nationale de Pharmacie, réside dans la capacité à déclencher une réaction émotionnelle forte chez l'interlocuteur, ce qui repousse d'autant plus les possibilités collectives d'une analyse critique de la situation.

La seconde difficulté relève du mélange de considérants scientifiques et moraux (voir religieux : pensons au « soin pastoral » préconisé par le conseil scientifique durant la crise du COVID-19) dans la décision politique et les cadres réglementaires. L'histoire des OGM est à ce titre riche en enseignement. Yvette Dattée, membre de l'Académie d'agriculture de France, rappelle le décalage entre la décision politique de 2008 aboutissant à suspendre les cultures de maïs génétiquement modifié en dépit du positionnement des agences sanitaires françaises et européennes qui ne signalaient aucun risque particulier pour ce maïs par rapport aux cultures conventionnelles. Jean-Claude Pernollet, membre de l'Académie d'agriculture de France, analyse



les dispositions du règlement européen fondées sur l'idée que « les produits OGM sont incompatibles avec la perception délétère, au demeurant erronée, qu'en ont certains consommateurs ». Ce règlement, qui implique l'inéluctable extinction des biotechnologies agricoles en Europe, n'est en rien étayé par la science, alors que la lutte contre la faim dans le monde tout en préservant l'environnement (réduction des surfaces cultivées, des pesticides, des émissions de CO2...) ne peut les exclure.

Ces constats posent de lourds défis sur le plan de la médiation scientifique. Ainsi, comme le souligne Héloïse Dufour, directrice du Cercle FSER, seulement 16% des Français font confiance aux scientifiques qui travaillent sur les OGM. Les réponses à apporter ne sont pas évidentes car les travaux des sciences de la communication scientifique s'accordent à dire que « *Les opinions qui n'ont pas été formées par les faits, ne peuvent pas être changées par les faits* ». Anne-Yvonne Le Dain, présidente du comité scientifique de l'Agora des savoirs (Montpellier), ancienne députée, insiste, à l'heure de l'information en continu et des réseaux sociaux, sur cette difficulté au niveau des passeurs de savoirs : « *Il n'y a plus d'analyse de contenus, les journalistes sont devenus des passeurs de micro. On oublie que la science est difficile* ».





Hervé Le Bars, Porte-parole de l'Association française pour l'information scientifique, témoigne de cette même difficulté dans d'autres champs : *« Il y a une désinformation massive sur le nucléaire. Ainsi, la fermeture de la centrale de Fessenheim aura pour conséquence une émission de plusieurs millions de tonnes supplémentaires de CO₂ dans l'atmosphère chaque année, ce qui est contraire aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ».*

III. Pour un traitement rationnel et humaniste de l'écologie scientifique

Une table ronde intitulée *Biodiversité et humanisme* clôture cette journée. Il est dressé un inventaire des différentes voies de reformulation des relations de l'homme au monde et à la nature qui fragilisent l'humanisme. On observe aujourd'hui une diversité des mouvances remettant en cause l'histoire de l'homme (théories créationnistes), sa place dans l'univers (théories platistes) et ses actions (l'homme n'aurait jamais posé le pied sur la lune, il est à l'origine du virus du SIDA etc.). L'influence des mouvements conspirationnistes sur le traitement social de l'écologie scientifique est discutée. Jean-Pierre Sakoun, président du Comité Laïcité République, rappelle l'importance de la laïcité, garde-fou constitutionnel qui tient

les contenus de l'enseignement scolaire à l'écart des croyances spirituelles. Ce principe, garantissant la séparation de l'espace privé et de l'expression publique de chacun, évite nombre de dérives totalitaires, y compris en science. Son application permet de distinguer ce qui relève des urgences environnementales devant être traitées avec les outils de l'écologie rationnelle, de la croyance moralisatrice qu'il faudrait protéger la Terre contre les hommes. Il est essentiel de maintenir séparé ce qui relève de la connaissance et ce qui concerne les croyances de chacun. Les combats laïques sont donc directement reliés à la solidité de notre société de connaissances.

Sebastian Dieguez, chercheur en Neurosciences, Université de Fribourg, décrit la structure complotiste de nombreuses croyances pseudo-scientifiques qui s'appuient sur des intentionnalités erronées. Ainsi, le créationnisme est téléologique par essence (c'est-à-dire qu'il est comparable à la logique suivante : « *Le vent sert à faire avancer un bateau* », « *Les espèces ont été créés en vue de...* »). De même, ces types de certitude ne sont pas indépendantes les unes des autres. Ainsi, la croyance en la terre plate est souvent associée à d'autres théories du complot. Comme le souligne Rudy Reichstadt, directeur du site d'analyse critique des théories du complot *Conspiracy Watch*, la difficulté est que le discours complotiste singe la démarche scientifique. Se réclamant volontiers de l'esprit critique et usurpant le prestige associé à la tradition sceptique et au doute méthodique cartésien, le complotisme prospère sur la conviction que la vérité n'est pas seulement à chercher derrière les apparences mais qu'elle doit être arrachée à des puissances invisibles qui s'ingénieraient à la cacher. Le complotisme semble en outre bien plus corrélé à la pensée magique qu'à une dé-



marche rationaliste. Ainsi, plusieurs enquêtes d'opinion montrent que la prégnance de croyances telles que le créationnisme, la voyance, le spiritisme, l'astrologie ou encore le platisme progresse de manière linéaire avec l'adhésion à un nombre croissant d'énoncés de facture conspirationniste. Olivier Brosseau, docteur en biologie, coauteur du livre *Enquête sur les créationnismes (Belin)*, insiste également sur cette tendance à instrumentaliser la science afin de soutenir une posture théologique. La logique cognitive est imparable : la science ouvre des questions auxquelles la religion propose d'apporter des réponses. On y trouve le dessein intelligent (*intelligent design*), ce créationnisme évolutionniste qui postule l'existence d'un grand horloger à l'origine de l'apparente perfection du monde vivant. Le spiritualisme englobant est un autre créationnisme évolutionniste plus sophistiqué et bien implanté en France, qui vise diverses disciplines scientifiques (biologie, physique, cosmologie, neurosciences...) en mettant en avant une prétendue complémentarité entre science et religion pour imposer dans la société des positions morales et religieuses.

Durant la pandémie, leaders d'opinions et politiques ont tenu des propos autour d'une nature vengeresse qui adresserait un ultimatum à l'humanité. Cette rhétorique de l'écologie punitive n'est pas sans lien avec celle de la punition divine qui jalonne structurellement l'histoire des épidémies. Les temps changent mais les écueils restent. Aussi, la vigilance laïque est la condition indispensable à la conduite d'un débat public rationnel. Nicolas Ngo – chef du département des relations entre science et société, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, apporte un témoignage fort sur la complexité des relations entre science et société, situées au carrefour de l'expertise scientifique, de la diffusion de la culture scientifique et de l'appui aux politiques publiques. Le dialogue « science – société » résulte ainsi des interactions entre les acteurs de la recherche, les professionnels de la médiation scientifique (musées, centres de culture scientifique, associations, journalistes), les citoyens et les décideurs. Ce dialogue est fragilisé par la défiance qu'une partie de la société entretient à l'égard des paroles qui faisaient jadis autorité, qu'elles soient politiques, scientifiques ou médiatiques. En particulier, l'adhésion de groupes de citoyens à des thèses obscurantistes remettant en cause les savoirs scientifiques (climato-sceptiques, anti-vaccins, créationnistes, platistes, etc.) est particulièrement préoccupante dans un marché de l'information dérégulé. Pour lutter contre le relativisme et la diffusion des infox, la promotion de méthode scientifique et de l'esprit critique relève d'un impératif pour lequel il convient de coordonner l'action d'une pluralité d'acteurs : médiateurs, journalistes, enseignants, chercheurs, décideurs, etc.



Il apparaît donc indispensable d'œuvrer au niveau politique et institutionnel pour avancer sur ce sujet, notamment à l'occasion de la loi de programmation de la Recherche.

S'appuyant sur les interventions de la journée, Guy Lengagne déplore l'abandon par nos démocraties de l'essentiel de la philosophie des Lumières. Lutter contre cette dérive doit être au cœur du travail des francs-maçons. La tâche est difficile car, comme l'écrivait Nietzsche, « *le contraire de la vérité, ce n'est pas le mensonge, ce sont les convictions* » et Einstein avait noté « *qu'il est plus facile de désintégrer un atome que de détruire un préjugé* ». Aussi, la science est de plus en plus ignorée des responsables politiques. Edouard Brézin, ancien président de l'Académie des sciences, soulignait il y a quelques années : « *Depuis deux décennies la science a disparu de la formation des élites économiques, administratives et politiques* ». Nombre de décisions absurdes sont ainsi prises par un monde politique qui, majoritairement, ignore ce qu'est l'esprit de la démarche scientifique. L'orateur, « père » de la loi Littoral, rappelle que la lutte contre le réchauffement climatique, pour le maintien de la biodiversité, sans science et sans esprit rationnel n'est qu'une très dangereuse dérive sectaire qu'il est urgent de combattre. Oui à l'écologie, non à l'écologisme. La franc-maçonnerie, notamment le Grand Orient de France, doit être en première ligne pour plus de rationalité, conclut l'orateur, qui engage au combat.

Propos conclusifs

La sociologue et politologue **Dominique Schnapper** rappelle que la seule voie qui soit conforme à la vocation de la connaissance scientifique et aux idéaux de la démocratie, la seule à laquelle nous pouvons faire une confiance critique, c'est celle de la raison. En remettant en cause toutes les distinctions entre les ordres – l'ordre public et l'ordre privé, l'ordre de la connaissance et l'ordre de l'opinion, l'ordre du fait et l'ordre de l'hypothèse -, en qualifiant toute distinction de discriminatoire, en donnant à chaque citoyen le droit égal non seulement à se voir respecter sa dignité et ses droits civils, juridiques et politiques – ce qui est au fondement de la démocratie –, mais aussi le droit à voir son opinion reconnue au même titre que celle des savants sur tous les sujets, quelle que soit sa compétence ou sa non-compétence, la démocratie actuelle, devenue « extrême » selon le concept de Platon ou de Montesquieu, risque de remettre en cause la raison critique qui est au fondement de la connaissance rationnelle et de la pratique démocratique. Quelles que soient les difficultés qui ont été soulignées au cours de la journée d'opposer la raison aux préjugés, nous n'avons pas d'autre choix que d'en appeler à cette raison, sans illusion excessive mais avec conviction. C'est un impératif si nous voulons sauver la démocratie.

Philippe Foussier

L'ensemble des contributions au débat de cette journée me fait irrésistiblement penser à la légende de cette célèbre gravure de Goya, réalisée au crépuscule du Siècle des Lumières : « *Le sommeil de la raison engendre des monstres* ». La nouveauté de la période réside peut-être dans le fait que la contestation du progrès, des connaissances scientifiques, du recul des dogmes de toute nature ne provient plus seulement des traditionnels courants « anti-Lumières » tels que nous les connaissions depuis près de trois siècles, à savoir les classiques réactionnaires nostalgiques d'un ordre naturel ou divin. Aujourd'hui, l'invocation d'un ordre naturel ou divin est aussi le fait de courants qui se parent abusivement du qualificatif de « progressiste » et qui en réalité rejoignent la pensée réactionnaire à un triple titre : la défiance vis-à-vis de la connaissance scientifique, l'hostilité à la raison, la contestation de l'universalisme. Ce n'est pas un hasard si convergent aujourd'hui des formes renouvelées de tribalisme, d'autoritarisme et de pensée magique où l'irrationnel tient une place éminente, où le millénarisme triomphe, une idéologie selon

laquelle l'homme, considéré comme un prédateur, voire même comme un parasite, serait puni par une nature mythifiée, idéalisée. Une nature vis-à-vis de laquelle il serait second, mettant fin à tous les acquis de l'humanisme, qui a précisément balayé des millénaires de prééminence d'un ordre naturel dont on oublie trop facilement qu'il est brutal et inégalitaire. Je reprendrais volontiers à mon compte la réflexion de l'universitaire américain Steven Pinker : « Les nostalgiques des traditions ancestrales ont oublié à quel point nos ancêtres se sont battus pour leur échapper ». C'est en effet le socle patiemment édifié depuis la Renaissance et les Lumières qui est aujourd'hui menacé. Le Grand Orient de France est, parmi d'autres, le dépositaire de ces principes d'universalisme et d'humanisme, de raison et de progrès. C'est la raison pour laquelle il entend jouer un rôle actif dans leur défense et leur promotion.







LIBERTÉ
ÉGALITÉ
FRATERNITÉ

G O D F

16 rue Cadet 75009 PARIS

www.godf.org

Le Grand Orient de France
attache une importance fondamentale à la laïcité.